

# LE DEVOIR

Vol. LXXXVI - No 6

MONTREAL, LE LUNDI 9 JANVIER 1995

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

## La matraque et la couronne

Champion de l'ordre, Charles Pasqua est aussi celui qui couronnera le prochain président français

Deux gendarmes s'avancent vers un groupe de lycéens: «Vos papiers, s'il vous plaît. Avez-vous des stupéfiants?» L'un des policiers ajoute: «Si je trouve quelque chose sur toi, je te fous une baffa!»

Ces scènes, devenues quotidiennes à Paris, n'étonnent plus personne. Depuis deux ans, il est pratiquement impossible, pour peu que l'on soit jeune ou bronzé, de circuler dans certains quartiers de la capitale sans montrer patte blanche. L'hiver dernier, un Américain qui avait fait l'erreur de participer à une manifestation fut traîné au poste par des gendarmes qui l'ont menacé et insulté. Il enregistra la scène sur son magnétophone de poche, ce qui a fait rire toute la France aux informations télévisées quelques jours plus tard. Demandez aux jeunes qui est la cause de ces «bavures», ils répondront invariablement: Charles Pasqua, le ministre de l'Intérieur.

«Charlie-la-terreur», c'est ainsi que la jeunesse française surnomme l'homme fort du gouvernement français. Car Charles Pasqua n'est pas qu'un Jérôme Choquette à qui l'on aurait greffé un accent du sud et une cocarde tricolore. Héraut de la loi et de l'ordre, pourfendeur de l'immigration illégale et de la menace islamiste, il est devenu avec le temps le ministre le plus influent du gouvernement, celui qui intervient dans tous les dossiers de politique intérieure comme de politique extérieure. Celui auquel il est préférable de ne pas s'opposer. Celui dont on dit enfin qu'il couronnera le prochain président de la République. Ses menaces de démission ont le même effet que celles de Claude Ryan dans le gouvernement de Robert Bourassa. Elles font bouger les choses et les hommes.

C'est encore plus vrai depuis la prise d'otages de l'Airbus d'Air France il y a deux semaines. Charles Pasqua n'a pas hésité à faire jouer ses contacts avec le gouvernement algérien afin de faire revenir l'avion en territoire français. Dirigée de main de maître, l'opération a confirmé le ministre de l'Intérieur comme premier candidat au poste de premier ministre, advenant l'élection d'Edouard Balladur à la présidence.

Que ferait en effet Edouard Balladur sans ce ministre poids lourd que 56% des Français souhaitent voir jouer un rôle important? Responsable de l'aménagement du territoire, il est l'un de ceux qui connaît le mieux les élus de province. Ministre des Cultes, il inaugure des mosquées et veut créer un institut pour former des imams français. Petit fils de berger corse, c'est lui que l'on dépêche dans l'île de Beauté pour discuter avec les nationalistes. C'est toujours lui qui négocie avec le gouvernement de Khartoum l'extradition de Carlos, le terroriste qui coulait une retraite tranquille sous les palmiers soudanais.

Mais surtout, Charles Pasqua mène depuis des mois des discussions avec les gouvernements arabes afin d'imposer sa ligne dure à l'égard des islamistes et consolider le soutien français au gouvernement militaire du FNL algérien: visite officielle en Arabie Saoudite, rencontres à Tunis, discussions avec le vice-premier ministre irakien Tarek Aziz à Paris. Si bien que l'on se demande parfois à Paris si Alain Juppé est toujours ministre des Affaires étrangères. Dès qu'il en a l'occasion, Charles Pasqua défend l'aide économique française à Alger — dont la livraison de neuf hélicoptères Ecureuil facilement transformables en appareils de combat. Il n'a rien contre l'action de la France auprès du Fonds monétaire international pour rééchelonner la dette algérienne. Selon le journal arabe *Al Hayates*, ses émissaires auraient même rencontré des représentants du FIS. Une information reprise par la presse française, mais démentie par Charles Pasqua.

Il y a longtemps que les observateurs de la politique française soupçonnent le premier «fic» de France de tout faire pour éviter que le drame algérien n'éclate en pleine campagne présidentielle. L'arrivée au pouvoir d'un gouvernement islamiste à Alger provoquerait l'afflux de centaines de milliers de réfugiés, dont 11 500 Français qui ont, pour la plupart, la double nationalité. Le cours des présidentielles deviendrait vite incontrôlable. L'exode favoriserait l'extrême droite, nuisant ainsi à Edouard Balladur, auquel Charles Pasqua devrait bientôt annoncer son ralliement.

À l'étranger comme en France, ce franc-tireur ne s'embarasse pas des formes. Au printemps, il avait décrété l'expulsion de deux jeunes Algériens qui manifestaient contre un projet de loi du gouvernement. Lorsque les juges de Lyon ordonnèrent leur retour, il dénonça ouvertement l'action de la justice. Le mois dernier, le Conseil d'Etat désavouait sa décision d'expulser vers l'Iran deux Iraniens réclamés par la Suisse et soupçonnés d'avoir assassiné un opposant au régime de Téhéran. «Raison d'Etat!», avait dit le ministre.

Personnage truculent s'il en est un, Charles Pasqua illustre mieux que quiconque la tendance française à considérer le drame algérien et la lutte aux islamistes comme une simple affaire de politique intérieure.

INDEX	MÉTÉO
Agenda .....B6	Montréal Eclaircies et quelques flocons. Dé-gagement en après-midi. Max: -8
Avis publics .....B4	Québec Ciel variable, quelques flocons et dé-gagement en après-midi. Max: -12
Classées .....B4	Détails en B4
Culture .....B8	
Économie .....B2	
Éditorial .....A6	
Le monde .....A5	
Mots croisés .....B4	
Les sports .....B5	

LES ACTUALITÉS

Marcel Masse explique son OUI

PAGE A 3



L'ENTREVUE

Théodore Zeldin, historien de la vie quotidienne

PAGE B 1

LES SPORTS

Hockey: les joueurs disent non puis négocient

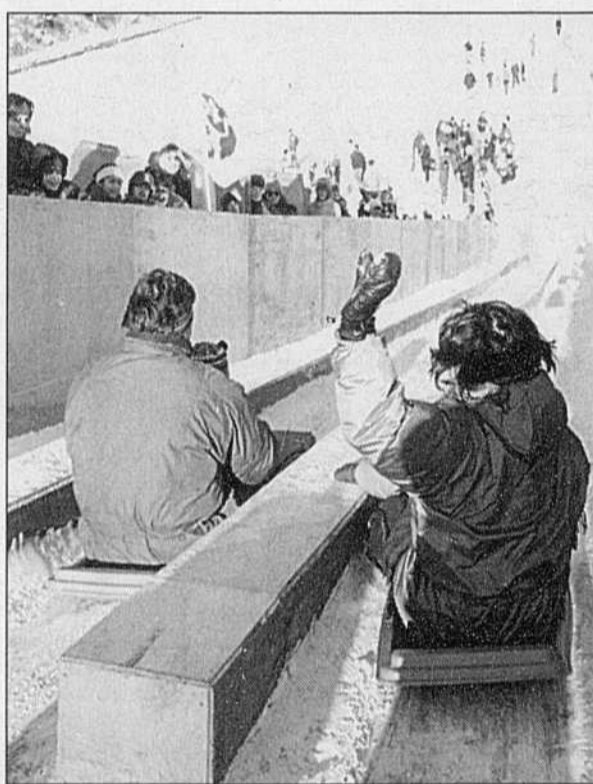
PAGE B 5



## Jouir de l'hiver au parc des îles



PHOTOS JACQUES GRENIER



Les Montréalais ont profité nombreux de la journée gratuite au parc des îles pour s'adonner aux loisirs d'hiver comme la glissade, le ski, le patin, la raquette, la luge... Des mascottes des différents festivals s'étaient donné rendez-vous pour amuser les tout-petits.

## Un hiver normal

SYLVAIN BLANCHARD  
LE DEVOIR

Malgré les apparences, malgré ce temps absolument magnifique qui nous accompagne depuis le début de l'hiver, nous connaissons une saison «tout à fait normale», selon les standards et les statistiques d'Environnement Canada.

Le temps a beau être clément, le soleil briller plus souvent qu'autrement, et les vents être faibles, rien de tout cela n'est «exceptionnel» pour un hiver québécois, soutient Yvon Desrosiers, d'Environnement Canada.

«Les températures pour le mois de décembre et la première semaine de janvier sont légèrement au dessus des moyennes: d'environ 4 degrés. Pour le reste, tout est normal. Je crois que ce qui donne l'impression que nous avons un hiver exceptionnel, c'est que plusieurs vivent

VOIR PAGE A 8: HIVER

## Une dernière chance pour Saint-Jean

Massé se dit prêt à rouvrir les pourparlers sur l'avenir du collège

PIERRE O'NEILL  
LE DEVOIR

Pour éviter de porter l'odieuse de la fermeture du collège militaire de Saint-Jean, Ottawa propose à Québec une dernière chance d'en venir à une entente. Disposé à des «accommodements», Marcel Massé a fait savoir hier au gouvernement Parizeau qu'il n'est pas trop tard pour assurer la survie de l'institution d'enseignement. «Il reste une possibilité, mais ils sont mieux d'agir vite».

À l'occasion du congrès de mise en nomination qui a choisi Denis Paradis candidat libéral en vue de l'élection partielle qui se tiendra le 13 février dans le comté de Brôme-Missisquoi, le ministre fédéral des Affaires intergouvernementales a réitéré son invitation à la ministre québécoise Louise Beaudoin pour une reprise immédiate des négociations. «Il reste encore un certain nombre de jours. C'est le gouvernement du Parti québécois qui va décider».

Toutefois, l'offre de M. Massé ne comporte rien de neuf par rapport à la missive qu'il a adressée le 23 décem-

VOIR PAGE A 8: SAINT-JEAN

## Grozny résiste mais la fin semble proche

Grozny (Reuter) — Des colonnes de soldats russes appuyées par des unités d'artillerie lourde se sont rapprochées hier du palais du président tchétchène Djokhar Douaïev, dans le centre de Grozny, mais les rebelles séparatistes semblaient toujours tenir leurs positions.

Selon la télévision indépendante russe NTV, les soldats sont parvenus à quelques centaines de mètres du palais mais au prix de lourdes pertes.

Un communiqué du Kremlin, cité par l'agence Itar-Tass, précise que des soldats cerment le bâtiment présidentiel «de deux côtés et le bloquent entièrement. Ils s'en trouvent maintenant à une distance d'entre 70 et 200 mètres».

Selon le communiqué, les troupes russes continuent d'avancer face aux combattants tchétchènes dans Grozny, en s'employant à empêcher les partisans de Djokhar Douaïev d'atteindre le centre de la capitale à partir de sa périphérie.

L'information officielle russe est toutefois sujette à caution depuis l'envoi, le 11 décembre, d'importantes forces armées en Tchétchénie pour écraser le mouvement indépendantiste.

VOIR PAGE A 8: GROZNY

## La Russie sombre dans son passé

Avec la guerre en Tchétchénie, le Kremlin cherche à défendre l'intégrité d'un État sans unité nationale, ethnique ou constitutionnelle

DANIEL VERNET  
LE MONDE

La nouvelle Russie est en train de sombrer dans son passé. Incapable de régler de manière «civilisée» la dissidence tchétchène, Boris Eltsine a remis ses pas dans les traces de la Russie tsariste et stalinienne; mais en pensant ainsi donner un coup d'arrêt à la décomposition d'une fédération artificielle, il l'a sans doute accélérée.

Depuis 1991 et la dissolution de l'URSS, la Russie avait tant bien que mal maintenu son intégrité et évité les aventures sanglantes. Elle avait certes guerroyé contre l'islamisme au Tadjikistan, soutenu les Arméniens contre les musulmans azerbaïdjanais, suscité la rébellion des Abkhazes pour ramener la Géorgie dans l'orbite traditionnelle de Moscou ou créé une poche russe en Moldavie (Transnistrie), mais dans l'en-

semble elle avait subi sans broncher de douloureuses amputations.

Elle n'était pas sans mérite. Car la fin de l'Union soviétique ne signifiait pas simplement le retour à un *statu quo ante*, la réapparition de la Russie pré-révolutionnaire. La Russie de Boris Eltsine est plus petite que l'empire tsariste. Par rapport à lui, elle a

perdu non seulement des terres allogènes annexées de longue date (comme les pays baltes), mais également des régions slaves comme la Biélorussie et l'Ukraine où se trouve avec la Russie de Kiev au IXe siècle, le berceau de l'État russe.

La guerre de 1914-1918 a détruit deux empires sur le continent européen, l'Empire ottoman et

l'Empire austro-hongrois. L'empire tsariste, lui, a échappé au désastre. Plus exactement, après la défaite, il est réapparu sous la forme nouvelle de l'URSS. La Russie post-soviétique, c'est le reste du démantèlement de l'empire communiste. Elle ne se caractérise pas autrement que de manière négative, comme un reliquat formé des Républiques «qui ne sont pas parties».

La Russie n'a de frontières ni naturelles ni historiques; aussi ne



De Nicolas II à Eltsine en passant par Staline, une même politique d'empire.

VOIR PAGE A 8: RUSSIE

## • LES ACTUALITÉS •

# Un médecin veut humaniser la mort

*Le Dr Mohammed Khalid est l'un des promoteurs du projet d'accompagnement des mourants et de leurs proches*

Hull (PC) — «La médecine a presque professionnalisé la mort», déplore le Dr Mohammed Khalid, professeur à l'Université du Québec à Hull.

Autrefois, dit-il, les gens quittaient ce monde alors qu'ils étaient allités à la maison, entourés de parents et amis. Aujourd'hui, plusieurs personnes meurent seules à l'hôpital, ne bénéficiant d'aucun accompagnement de la part des membres de leur famille ou du personnel infirmier.

«Ils meurent isolés. La mort est devenue presque tabou, bref, un objet interdit», poursuit le Dr Khalid.

Au fil des ans, l'industrialisation, le développement technologique, l'urbanisation et les conditions de l'habitat ont éloigné les gens de l'expérience quotidienne de la mort, écrit le Dr Khalid dans un imposant document présenté en 1992 au Comité des bénéficiaires du Centre hospitalier régional de l'Outaouais (CHRO). Il faut, déclare-t-il, humaniser la mort et s'assurer que les gens meurent dans la dignité.

Chaque année, au CHRO, à Hull, quelque 500 patients décèdent. Pas moins de 80 % d'entre eux s'éteignent dans la solitude.

Cette situation est toutefois sur le point de changer, assure le professeur, l'un des promoteurs du Projet d'accompagnement des mourants et de leurs proches. Elaboré par le professeur Khalid à l'Université du Québec à Hull, ce projet a été mis en œuvre tout récemment, de concert avec l'administration et le personnel de l'hôpital. Déjà, une trentaine de bénévoles œuvrent auprès des mourants et des membres de leurs familles.

Ces bénévoles sont en grande partie des gens du troisième âge, dont certains ont fait carrière en milieu hospitalier. Ils accompagnent les patients dans leur souffrance et offrent du soutien à leurs proches qui, bien souvent, sont désemparés. «Les gens ne savent pas faire face à la mort, ils sont fatigués, épuisés», de dire le Dr Khalid.

Les gens du troisième âge, eux, sont disponibles et de par leur expérience de vie, ont eu l'occasion de «socialiser» avec la mort. Tout en aidant leurs pairs, les bénévoles aident redonnant un sens à leur propre vie, a remarqué le professeur Khalid.

En suivant une formation intensive d'une semaine, les bénévoles traitent de la relation d'aide, de l'écoute active et du toucher thérapeutique. Ils sont ainsi bien préparés à jouer leur rôle d'accompagnateurs, entourés d'une équipe médicale, dirigée par le Dr André Pépin.

Depuis la mise en œuvre du projet le mois dernier, les promoteurs «sont aux oiseaux». «Les autorités ont embarqué, les bénévoles s'impliquent, le personnel infirmier les accepte... Nous sommes gratifiés par ce qui se passe», assure le professeur Khalid.

Dans l'Outaouais québécois, ce programme d'accompagnement est une nouveauté. «Plusieurs personnes de la région allaient mourir au Centre de santé Elisabeth-Bruyère, à Ottawa, parce qu'aucun endroit en Outaouais ne pouvait leur fournir ce service», explique le Dr Khalid.

Le résultat de ce programme subventionné par le gouvernement fédéral équivaut à mourir en dignité pour les malades à long terme et en phase terminale.



PHOTO AP  
Silvana Jantzen, à gauche, est arrivée hier à Graceland, la légendaire demeure d'Elvis Presley, accompagné de cette femme qui s'identifie comme Jutta Presley. Originaires de Hambourg, en Allemagne, les deux émergèrent de passage à Memphis, dans l'État du Tennessee, pour célébrer ce qui aurait été le 60e anniversaire de naissance du «King».

## «Joyeux anniversaire», Elvis!

*Plusieurs centaines d'inconditionnels du «King» ont fait le pèlerinage à Memphis*

Memphis (AFP) — Plusieurs centaines de fans d'Elvis Presley venus des États-Unis mais également d'Australie, du Danemark, de Norvège, de Suède et du Japon se sont rassemblés hier près de Memphis (Tennessee), pour le 60ème anniversaire de la naissance du «King».

Parmi les quelque 1.500 personnes ayant fait le pèlerinage à Graceland, l'ancienne résidence du roi du rock'n'roll, figurait un groupe de 300 fidèles du Fan club officiel de Grande-Bretagne. «Le 60ème anniversaire (de sa naissance), c'est très particulier pour moi», a déclaré Mlle Bugg de Colchester Essex (Angleterre).

Les inconditionnels du «King» ont chanté «Happy Birthday» accompa-

gnés par les anciens choristes d'Elvis, J.D. Summer and the Stamps and the Sweet Inspiration.

Le sculpteur Felix de Weldon, qui a réalisé le monument commémoratif d'Iwo Jima à Arlington (Virginie), a dévoilé un buste en bronze d'Elvis qu'il a offert à Graceland tandis que le maire de Memphis a coupé le gâteau d'anniversaire sur lequel trônait une Cadillac rose, un ours, une guitare et un piano en sucre.

Elvis Presley s'est éteint à 42 ans à Graceland en 1977 et depuis, chaque année, l'anniversaire de sa naissance, le 8 janvier, et celui de sa mort, le 16 août, attirent ses fidèles aux États-Unis.

Graceland reçoit quelque 600 000 touristes par an.

Récit d'une catastrophe évitée in extremis

# Les nuits du détournement de l'Airbus d'Air France

LE MONDE

Le détournement de l'Airbus d'Air France sur l'aéroport d'Alger, le 24 décembre, n'a pas fini d'être analysé par les ministères et les professionnels concernés tant il contient de leçons. On commence à mieux connaître les circonstances du drame: un numéro spécial du bimensuel interne d'Air France Aviation, paru vendredi dernier, donne des détails sur ce détournement; les témoignages d'autres acteurs de la crise font apparaître que l'on a vu une catastrophe, le soir de Noël, en raison de l'intransigeance et des querelles intestines de certains responsables algériens.

Nombreuses sont les personnes à penser que le commando a bénéficié de complicités. Omar, un passager de l'Airbus, fait partie de ceux-ci: «Nous sommes passés trop vite aux contrôles, raconte-t-il. D'habitude, les accompagnants des passagers n'avaient pas le droit de pénétrer dans la zone d'enregistrement; là, si. D'habitude, les bagages étaient passés aux rayons X, puis fouillés manuellement; là, il n'y avait que les rayons X et lorsque ma valise est restée coincée dans le caisson, c'est moi qui ai dû alerter le garde qui, théoriquement, l'inspectait sur son écran...»

Deuxième élément de suspicion: un car de police a stationné sous l'Airbus jusqu'à ce qu'une alerte à la bombe l'oblige à se rendre auprès d'un autre appareil. Il n'est resté que quatre hommes armés qui n'ont pas pu faire grand-chose quand ils ont été mis en joue.

Les propos des terroristes eux-mêmes n'ont pas été clairs. Ils se sont moqués devant les passagers de la sécurité médiocre assurée par le gouvernement: «Regardez notre arsenal. Eh bien, nous avons pris un café à la cafétéria avec un commissaire de police, équipés comme ça. Et nous sommes passés par l'entrée normale des équipages!»

Selon les premiers éléments de l'enquête, ils auraient emprunté une porte latérale de l'aérogare réservée aux vols intérieurs, profitant du camouflage de leurs uniformes et de leurs badges d'Air Algérie... et du fait que le garde s'abritait de la pluie.

C'est un commando de fanatiques qui monte à bord du vol AF8969.

Ils obligent les femmes à se couvrir la tête et tous les passagers à ne pas boire d'alcool et à ne pas fumer. Exaltés, ils se lancent dans des prêches sur le paradis et ils se félicitent de la bénédiction que Dieu leur a accordée en permettant une capture aussi facile de l'avion. Un vol de mouettes qui passe au-dessus de l'Airbus est pour eux la preuve que la main d'Allah est sur eux.

### Les réseaux de Charles Pasqua

Les quatre terroristes ne s'appellent jamais autrement que «Mobile deux, trois, quatre ou six». Les deux plus excités sont «Lofli» et le «Maboul», ainsi baptisés par les passagers. Les deux plus souriants sont les deux chefs, Yahia et «Abdallah». Ce sont ces derniers qui gèrent le temps avec un art consommé, selon un négociateur. Ils tuent d'entrée de jeu un policier algérien (après lui avoir serré la main comme pour un au revoir) et un diplomate vietnamien (après lui avoir fait croire qu'il le libèrerait).

Abdallah, l'exécuteur, tue sans qu'on s'en aperçoive.

Le but du commando est limpide: faire savoir au monde entier la vérité sur l'Islam et la situation en Algérie. Leurs revendications en découlent: dans les premières minutes de la prise d'otages, ils demandent à recevoir un journaliste algérien et un journaliste français. Puis, ils exigent de pouvoir décoller pour Paris où ils veulent tenir une conférence de presse. Voulaient-ils en guise d'apothéose, comme le croient les autorités françaises, faire sauter l'avion au-dessus de Paris? Militent en faveur de cette thèse leurs déclarations enflammées où ils promettaient aux otages une mort glorieuse et les trois sortes d'explosifs (dynamite, semtex, plastic) qu'ils disaient détenir et qu'ils manipulaient au moment de l'assaut du GIGN.

D'autres témoins font état de leurs promesses répétées de ne pas attenter à la vie des passagers et de l'équipage.

Celui-ci a été remarquable. Le commandant Bernard Dhellemme l'a incarné de bout en bout. Lorsqu'il apprend que les islamistes font partie du GIA, il dira: «Cette organisation étant en guerre avec le gouverne-

ment algérien, ma décision est prise. Il faudra quitter ce territoire avec le commando à bord si l'on veut assurer la sécurité des passagers et de l'équipage.»

«Il n'a jamais fait capoter les négociations ni tenté de mettre un de ses moteurs en marche, comme l'en accuse le ministre de l'Intérieur algérien. Il a, avec obstination, réclamé qu'on le laisse décoller. Selon un spécialiste de la sécurité, il a ainsi rempli sa mission puisqu'il a conservé le contrôle de son avion et qu'il n'y a jamais eu d'ambiguïté.»

Quant au reste de l'équipage, une partie a succombé au syndrome de Stockholm, cette réaction psychopathologique qui pousse certaines victimes de prises d'otages à passer dans le camp de leurs bourreaux. Du côté des autorités compétentes, les positions se cristallisent assez rapidement. Aux deux extrêmes, le gouvernement algérien et Air France. Le premier ne veut pas laisser partir l'avion et entend que ce soit ses troupes d'assaut, les Ninjas, qui réglent leur compte aux pirates. Christian Blanc, président d'Air France, et son état-major se trouvent dès le début à l'opposé.

Entre les deux, le gouvernement français. Le plus sensible aux arguments algériens est le ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua, qui croit longtemps pouvoir agir par «ses réseaux» algériens proches du FIS. Le plus en phase avec Air France est le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. Ce n'est que dans l'après-midi de Noël qu'Edouard Balladur commence à pencher pour la solution Juppé-Blanc.

### «Retirez la passerelle»

Il faut un drame et une quasi-catastrophe pour imposer celle-ci.

Le drame, on le sent venir quand les autorités feignent d'accepter de retirer la passerelle avant et de libérer Layada sous la pression des terroristes qui menacent de tuer après 21h30 les deux membres de l'ambassade de France présents à bord, la secrétaire de l'ambassadeur et un cuisinier, Yannick Beugnet. Celui-ci demande à la tour de contrôle qu'on se dépêche de satisfaire les terroristes. Lorsqu'ils entendent la voix de Layada, ceux-ci sont d'abord ravis puis ils se mettent en colère parce qu'ils croient qu'il s'agit d'un enregistrement de 1993. Ils demandent à parler au représentant d'Air France: «Vous avez assez joué avec nous.»

«Retirez la passerelle. Vous avez la garantie des gouvernements français et algériens que vous aurez la vie sauve si vous libérez les passagers et les femmes de l'équipage.»

«Écoute, Monsieur, on ne relâche plus personne. Regarde bien la porte avant de l'avion: tu comprendras notre détermination.»

Abdallah tue Yannick Beugnet et jette son corps sur la piste par la porte avant.

Les autorités sont décidées à ne pas laisser repartir l'avion. Tout le travail du préfet délégué à la sécurité, Alain Gehin, consiste à temporiser. Il dit que les chauffeurs de camions-citernes ont peur d'approcher l'avion. Il règle dans les moindres détails avec les pirates une conférence de presse qui n'aura jamais lieu.

Lassés de ces atermoiements, les pirates donnent l'ordre au commandant de rapprocher l'Airbus de la tour de contrôle. Ils tirent sur celle-ci et sur un autre Airbus en stationnement. Dans l'un, ils ratent de peu Christian Blanc et, dans l'autre, Philippe Legorjus, conseiller d'Air France en matière de sûreté.

L'assaut des quarante-deux membres du GIGN est donné à 17h15. Les quatre terroristes sont à l'avant de l'appareil et s'apprêtent à confectionner une bombe. Trois sont dans le poste de pilotage et ripostent aux tirs des gendarmes.

Dès que le copilote saute par son hublot, deux d'entre eux sont abattus derrière le siège du commandant par les tireurs d'élite postés dans la tour de contrôle et équipes de lunettes à amplificateur de lumière. Les deux derniers résistent quelques minutes de plus, mais à aucun moment ils ne tentent de se venger sur le commandant et l'officier mécanicien qui se tassent dans leur coin respectif.

Au bout de onze minutes de mitraillage et d'explosions, le commandant dit au micro: «Cessez le feu! Ils sont tous morts». Le GIGN, qui compte neuf blessés dont deux graves, vient de réussir l'une de ses interventions les plus périlleuses.

## De «lucratives» bases militaires ont été fermées

Ottawa (PC) — Des bases militaires d'Ottawa et de Toronto ont été fermées même si elles étaient les plus performantes et les moins coûteuses à maintenir au pays, révèle des documents gouvernementaux.

Les données, obtenues par le magazine militaire *Esprit de corps*, indiquent qu'il en coûtait 8359 \$ par employé, par an, pour maintenir la base d'Ottawa, et que celle de Toronto, avec un coût annuel de 9311 \$ par employé, était la deuxième moins coûteuse à maintenir.

C'est à la base de Cornwallis, en Nouvelle-Ecosse, que le coût, par personne, était le plus élevé.

La base de Cornwallis ainsi que celle de Chatham, au Nouveau-Brunswick, ont aussi été fermées, conséquence du dernier budget fédéral.

Ces fermetures se font en l'absence de toute logique économique, a déclaré M. George Holub, de l'Union des employés de la Défense nationale.

Elles ont été décidées apparemment «sans rime ni raison».

## ♦ CARRIÈRES ET PROFESSIONS ♦

### PROFESSEUR, PROFESSEURE EN SOCIOLOGIE

#### DESCRIPTION DU POSTE

Le Département de sociologie est à la recherche d'un ou d'une sociologue pour faire de l'enseignement et de la recherche en démographie sociale et dans d'autres champs d'enseignement. Poste régulier à temps complet.

#### CRITÈRES DE SÉLECTION

- Doctorat en sociologie ou dans une discipline connexe avec de préférence une maîtrise en sociologie.
- Aptitude et intérêt pour l'enseignement universitaire aux trois cycles d'études. Une expérience pertinente d'enseignement sera considérée.
- La compétence et l'intérêt pour l'enseignement de la démographie sociale est indispensable.
- Aptitude à la conduite de projets de recherche et à la diffusion des connaissances en démographie sociale et en sociologie.
- Connaissance des techniques d'analyse démographique, des théories de la population et des débats contemporains sur les phénomènes démographiques.
- Une compétence dans les domaines de la méthodologie et de la recherche empirique sera jugée un atout supplémentaire.

Conditions d'engagement et traitement selon la convention collective en vigueur.

Date de clôture du concours: 7 mars 1995.

Date d'entrée en fonction: 1<sup>er</sup> juin 1995.

Faire parvenir un curriculum vitae accompagné de deux de vos écrits (articles, essais, chapitre de livre, etc.) à:

Denys Delage, directeur  
Département de sociologie  
Faculté des sciences sociales  
Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval  
Québec (Québec) G1K 7P4

UNIVERSITÉ LAVAL  
Faculté des sciences sociales  
Département de sociologie

En vertu de son Programme d'accès à l'égalité, l'Université Laval entend consacrer la moitié de ses postes vacants à l'engagement de femmes. En accord avec les exigences du ministère de l'Immigration du Canada, cette offre est destinée en priorité aux citoyennes et citoyens canadiens et aux résidentes et résidents permanents du Canada.

Doyenne des universités canadiennes et des universités francophones en Amérique, l'Université Laval appuie le progrès et l'ouverture de la société en alliant formation de qualité et développement du savoir.

UNIVERSITÉ LAVAL

LE SAVOIR DU MONDE PASSE PAR ICI

Défense nationale National Defence

## AVIS AU PUBLIC

### CHAMP DE TIR DE SAINT-BRUNO

Jusqu'à avis contraire, il y aura des exercices de tir de jour et de nuit au champ de tir de Saint-Bruno.

La zone de danger est circonscrite par les limites du camp de Saint-Bruno près de Saint-Basile-le-Grand (Québec), et sise dans la paroisse Sainte-Julie (cinquième concession) et la paroisse Saint-Bruno. Il est possible d'obtenir une description du champ de tir de Saint-Bruno en s'adressant à l'officier du Génie Construction Montréal.

Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone du camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

**MUNITIONS ET EXPLOSIFS ÉGARÉS**

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.

PAR ORDRE  
Sous-ministre  
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, CANADA  
17830-77

Défense nationale National Defence

## AVIS AU PUBLIC

### CHAMP DE TIR GARNISON DE L'ESTRIE (QUÉBEC)

Des exercices de tir aux armes portatives se poursuivront de jour et de nuit au Champ de tir de la Garnison de l'Estrie jusqu'à nouvel ordre.

Ce champ de tir se trouve sur une propriété du MDN, situé à l'intérieur de la Garnison de l'Estrie, sur la rive gauche de la rivière Yamaska, à environ 2,8 km au nord-ouest de Farnham. Il est possible d'obtenir un plan détaillé du champ de tir en s'adressant au chef du Génie construction de la BFC Montréal.

Tous les chemins, routes et voies d'accès à la zone du camp sont indiqués par des affiches libellées en français et en anglais, interdisant l'entrée dans la zone.

**MUNITIONS ET EXPLOSIFS ÉGARÉS**

Les bombes, grenades, obus et autres engins explosifs analogues constituent un danger. Ne ramassez pas ces objets et ne les gardez pas comme souvenirs. Si vous avez trouvé ou si vous avez en votre possession un objet que vous croyez explosif, prévenez la police de votre localité, qui prendra les mesures nécessaires.

Il est interdit à toute personne non autorisée de pénétrer dans la zone ci-dessus.

PAR ORDRE  
Sous-ministre  
Ministère de la Défense nationale

OTTAWA, CANADA  
17830-77

DEPUIS 1892

AGENTS DE BREVETS ET MARQUES  
PROTECTION DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

### LEGER ROBIC RICHARD

AVOCATS

55, ST-JACQUES, MONTRÉAL, QUÉBEC H2Y 3J2  
Fax: (514) 945-7874 Tél: (514) 989-0404  
La maîtrise des intangibles

## donnez sang risqué

La Société canadienne de la Croix-Rouge  
Services transnationaux

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

RUSSIE Plus de cent peuples

SUITE DE LA PAGE 1

se définit-elle ni par le sol ni par le sang, puisqu'elle est un ensemble pluri-ethnique et que 25 millions de Russes vivent dans «l'étranger proche».

La Russie n'a jamais été un État-nation, ce qui taraudait parfois quelques intellectuels nourris des idées de la Révolution française, mais ne la gênait pas outre mesure. Son être, elle l'avait forgé autrement, dans un messianisme orthodoxe et dans une expansion géographique, dans une gigantesque entreprise de colonisation commencée au XVe siècle et qui était aussi une sorte de revanche sur la soumission à la Horde d'or mongole. Pendant deux cents ans, à partir du règne de Pierre le Grand jusqu'en 1991, la Russie a existé comme empire.

Avec deux conséquences fondamentales dans ses rapports avec l'Europe. D'abord, les terres à coloniser et à peupler s'étendaient essentiellement vers l'est et le sud, la Russie conquérante a accentué son caractère asiatique. «Pour l'Europe nous étions des Tatars, écrit Dostoïevski dans son Journal, en Asie nous serons Européens. Notre mission civilisatrice en Asie nous transportera d'enthousiasme: le tout est de commencer. Construisez deux voies ferrées, l'une en Sibérie et l'autre en Asie centrale, et vous verrez».

Ensuite, pour maintenir la cohésion d'un si vaste ensemble comptant plus de cent peuples parlant plus de cent langues, il fallait un État central puissant auquel les sujets devaient faire allégeance, soit en la personne du «tsar de toutes les Russies», soit dans la révérence à l'idéologie marxiste-léniniste. Il ne pouvait y avoir de Russie (puis d'URSS) sans empire, et il ne pouvait y avoir d'empire sans pouvoir autoritaire.

Dès 1760, l'ambassadeur anglais à Moscou, Sir George Macartney, remarquait: «Au despotisme, la Russie doit sa grandeur et ses dominions, de sorte que si les pouvoirs du monarque sont un jour limités, elle perdra sa puissance et sa force proportionnellement aux progrès qu'elle fera dans la voie de la vertu et du bien civique». C'est à ce théorème que la Russie post-soviétique est encore confrontée. Il y a une contradiction fondamentale entre la démocratie et l'empire, non seulement pour les peuples périphériques, mais pour la Russie elle-même; contradiction qui s'énonce aussi sous la forme renversée: il ne peut y avoir de Russie démocratique que débarrassée de son empire.

En Tchétchénie, la Russie eltsinienne est à la recherche de son identité. La chute de l'URSS l'a laissée avec des frontières rétrécies bien qu'avec 170 millions d'habitants et une superficie double de celle des États-Unis. «Il n'y a pas lieu de faire dans la claustrophobie», selon l'expression d'Henry Kissinger et sans conscience nationale. En effet, si l'URSS a prolongé pendant soixante-dix ans l'empire russe, elle a «dénationalisé» la Russie, en fondant l'identité russe dans l'identité soviétique (1).

Les Russes, en tout cas les Slaves en général, dominaient l'appareil d'État, mais en même temps le peuple russe disparaissait, fut-ce en tant que peuple dominant, dans l'utopie du peuple soviétique. Parce que Staline s'en méfiait, la Russie a perdu son parti communiste «national» dans les années 20, pour le retrouver seulement sous le règne de Gorbatchev, alors que les autres républiques ont toujours eu le leur. Pauvre Russie, qui se trouvait avec ses colonies dans un rapport impérialiste inverse, les Russes étant convaincus que la périphérie profitait plus de l'empire que la «métropole».

Ni l'ethnie, ni la langue

Cette identité russe ne peut se trouver dans l'ethnie puisque les Russes étant répartis sur l'ensemble du territoire, la Russie ressemblerait alors à une monstrueuse peau de léopard dont le centre serait à Moscou. Elle ne peut se trouver non plus dans la langue, puisque le russe est devenu le moyen de communication de tous les peuples de l'empire, que celui-ci soit tsariste ou communiste, Staline ayant la encore apporté sa contribution à la soviétisation en introduisant partout (sauf dans le Caucase) l'alphabet cyrillique.

Après la chute du communisme, certains intellectuels russes ont pensé que la Russie pouvait forger une identité nouvelle dans l'adoption des valeurs politiques occidentales, en rupture radicale avec la tentation asiatique. Un peu comme certains intellectuels allemands définissent leur adhésion à la République fédérale par un «patriotisme de la Constitution».

Du point de vue de la difficile quête d'une identité nationale, la comparaison entre la Russie et l'Allemagne est loin d'être déplacée. A l'instar de la Russie, l'Allemagne n'a pas de frontières historiques, et les Allemands de souche ne sont pas tous en Allemagne. Le territoire sur lequel elle exerce sa souveraineté est le résidu d'un empire effondré. Mais comment susciter un «patriotisme de la Constitution» dans un pays qui n'a jamais connu l'État de droit? Ou la Loi fondamentale, quand elle existe, est bafouée ou modifiée au gré des humeurs du despote? Ou l'État n'est plus en mesure d'assurer à ses citoyens la sécurité et le bien-être.

Théorie des dominos

Reste donc la tentation d'inscrire la recherche de la nation russe dans l'histoire de la Russie impériale. Boris Eltsine et les généraux qui l'entourent y ont cédé à Grozny. Ils ont craint «l'effet dominos» de l'indépendance tchétchène, mais surtout, instruits par la tradition russe, ils ont espéré qu'une démonstration de force sur les marches de la Russie renforcerait à Moscou un pouvoir largement discrédité, tout en impressionnant un Occident auquel ils avaient le sentiment d'avoir, depuis trois ans, trop cédé.

La démonstration est en passe d'échouer sur tous les points. Les dirigeants du Kremlin ont sous-estimé la force de la résistance des Tchétchènes qui pourtant avaient bravé le tsar pendant plus d'un siècle et demi, la déliquescence de leur pouvoir, l'influence aussi d'une société civile urbaine, encore embryonnaire certes, mais confortée par quelques médias réfractaires à l'autoritarisme. La brutalité de l'intervention armée a été telle que même les pays occidentaux ont été obligés d'exprimer leur émotion, malgré toute la crainte que leur inspire une Russie forte et l'angoisse que leur procure une Russie faible.

Quatre ans après que Mikhaïl Gorbatchev a signé la fin de l'Union soviétique, la révolution démocratique russe reste encore à venir. L'aventure tchétchène le montre à ceux qui auraient cru pouvoir l'oublier. Elle montre également que si l'être-empire n'est pas une fatalité pour la Russie, il constitue une pesanteur historique dont il lui est très difficile de se débarrasser. C'est en tout cas un paramètre que les architectes du nouvel ordre européen de sécurité ne peuvent plus occulter.

(1) Voir à ce sujet la contribution de l'historien Victor Sarda dans *Un État pour la Russie*, ouvrage collectif sous la direction de Marie Mendras, éditions Complexe, 1993, 160 pages.

GROZNY Inquiétude internationale

SUITE DE LA PAGE 1

Malgré la violence des attaques russes, les combattants tchétchènes contrôlent toujours le palais présidentiel — qui est devenu leur véritable QG — après avoir repoussé samedi une puissante offensive des blindés et de l'infanterie russes.

Les forces russes ont tenté de s'emparer du palais à trois reprises dans la nuit de samedi à hier. Après leur échec, qui leur a coûté plus de dix chars selon Interfax, ils ont déployé des blindés non loin de l'édifice dans la matinée.

Le porte-parole du ministère russe de la Défense a assuré que les soldats russes continuaient hier d'isoler de petits groupes de partisans de Djokhar Douaïev et de pourchasser des tireurs embusqués et des «saboteurs» dans les rues de Grozny.

Il a ajouté qu'une aide humanitaire était fournie à la population locale dans les quartiers «libérés» de la capitale. Toujours selon l'agence Interfax, les rebelles auraient capturé une unité de parachutistes russes à 30 km au sud-ouest de Grozny et les commandants russes auraient menacé de bombarder cette zone s'ils n'étaient pas libérés.

Dans la nuit de samedi à hier, des avions russes ont pilonné des villages de montagne dans le sud de la Tchétchénie, malgré les multiples promesses du président Boris Eltsine de mettre un terme à ces attaques aériennes.

Les troupes russes — qui ont subi un revers samedi avec la mort du général Viktor Vorobyov, commandant des unités spéciales du ministère de l'Intérieur en Tchétchénie — semblent avoir changé de stratégie à Grozny après leurs échecs. Selon Movladi Oudougov, chef du service d'information tchétchène, les Russes ont décidé de bombarder les immeubles les uns après les autres.

Le centre de presse du gouvernement russe a affirmé hier que Djokhar Douaïev avait quitté la capitale tchétchène depuis deux jours. «Il a été établi que Douaïev et ses gardes du corps ont quitté Grozny le 6 janvier 1995, au cours de l'après-midi, pour Galanchej», a-t-il précisé. La ville de Galanchej ne figure pas sur les cartes russes de la région.

Le centre, cité par l'agence Itar-Tass, a également as-

suré être en possession d'informations fiables faisant état du départ de Grozny du ministre tchétchène de la Sécurité, Sultan Gheliskhanov, pour la ville de Goudermes, à 30 km de Grozny.

À Moscou, quelque 1500 communistes russes se sont rassemblés hier place de la Révolution pour demander l'arrêt de l'intervention militaire en Tchétchénie et conspuer le président Eltsine.

L'ampleur de l'offensive russe en Tchétchénie inquiète de plus en plus sérieusement la communauté internationale.

Le vice-président américain Al Gore a déclaré hier avoir mis Boris Eltsine en garde, dès avant le déploiement militaire russe, contre la «terrible erreur» que constituerait un bombardement de la Tchétchénie. Il a de nouveau exhorté Moscou à régler la crise par la négociation.

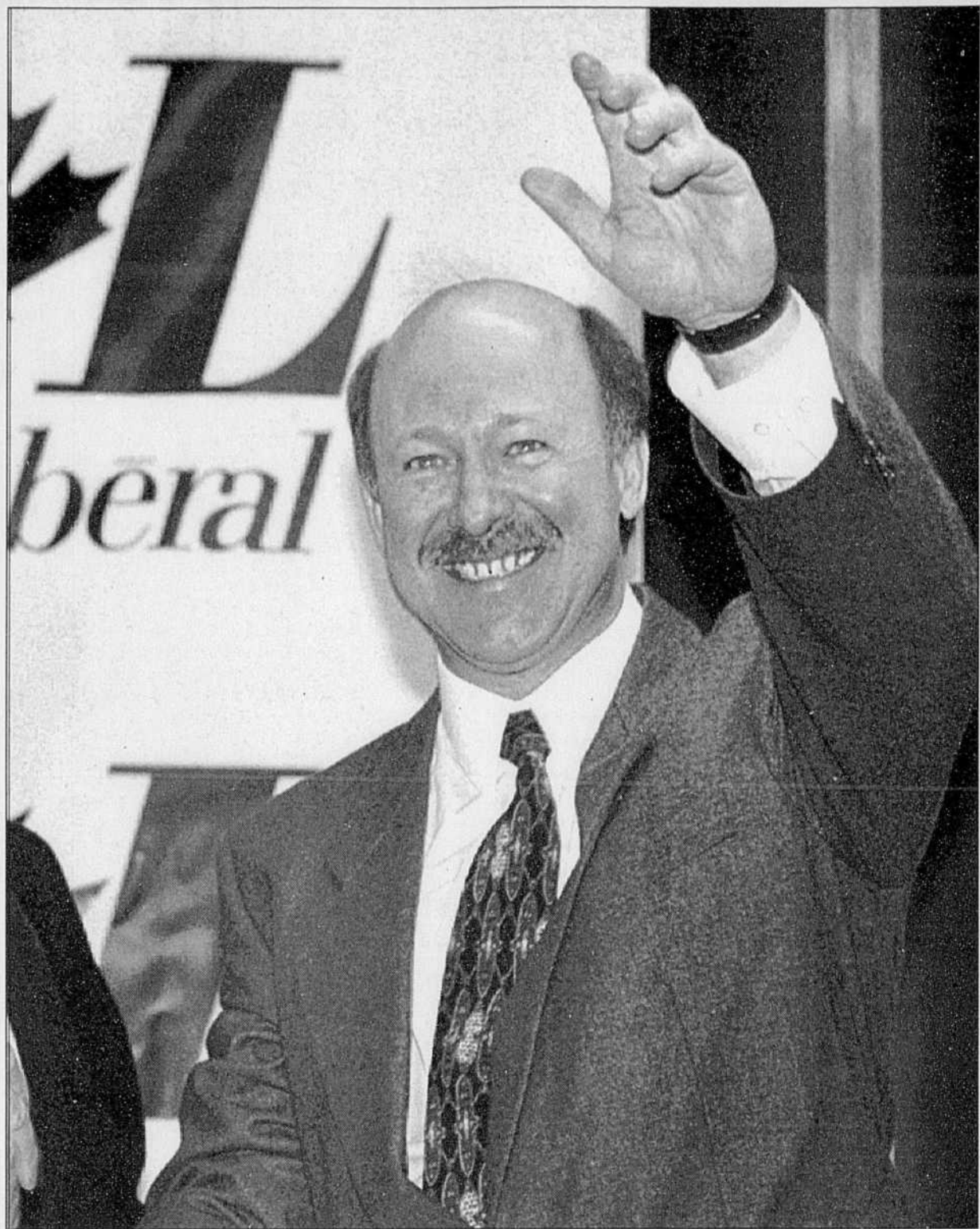
L'Allemagne a décidé d'accroître ses pressions sur la Russie pour la contraindre à rechercher une issue pacifique. Après le chancelier Kohl, qui avait dénoncé samedi une «folie pure», le ministre de la Défense Volker Ruehe a accusé Moscou de violer les accords internationaux avec une «brutalité exceptionnelle».

«Je ne suis pas favorable à la rupture des relations avec la Russie. Mais je suis pour dire clairement et ouvertement quels sont les accords que Moscou a violés», a déclaré Volker Ruehe dans une interview à paraître aujourd'hui dans *Der Spiegel*.

Il a ajouté que Moscou avait annulé des manœuvres avec l'armée allemande prévues l'été prochain en Russie. Selon les Allemands, les unités russes concernées par ce projet ont été envoyées en Tchétchénie pour combattre les séparatistes.

À Dubai, les 51 pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ont demandé à Moscou de mettre un terme à son offensive, estimant que la Russie violait le droit international en utilisant la force contre des objectifs civils.

«Le secrétaire général (de l'OCI) demande au gouvernement de la Fédération de Russie de réexaminer sa position, de mettre un terme à son offensive militaire et de créer les conditions susceptibles d'ouvrir un dialogue sérieux avec les dirigeants tchétchènes», a dit l'organisation, qui a saisi l'ONU.



Denis Paradis a été confirmé hier comme candidat du Parti libéral pour les élections partielles du 13 février dans le comté de Brôme-Missisquoi.

SAINT-JEAN Minces chances

SUITE DE LA PAGE 1

bre dernier à Mme Beaudoin. Une lettre qui est restée sans réponse. Pour l'essentiel, le ministre ne veut pas déroger de l'entente intervenue le 19 juillet avec l'ex-gouvernement de Daniel Johnson.

Ottawa verserait ainsi à Québec la somme de 25 millions \$ pour assurer le maintien de 200 étudiants au CMR, devant être démilitarisés pour devenir une institution d'enseignement post-secondaire. Les accommodements évoqués par M. Massé se limiteraient à des questions accessoires comme la durée du bail, l'utilisation des équipements et l'avenir de la bibliothèque.

Pourquoi avoir rejeté la requête du député bloquiste de Saint-Jean, Claude Bachand, en faveur d'un délai additionnel d'un mois? «Parce que une expansion d'un mois ne changera rien, si le Parti québécois ne veut pas négocier», a répliqué le ministre fédéral aux journalistes.

Dans l'état actuel des choses, M. Massé reconnaît que les chances de sauver le collège de Saint-Jean sont aujourd'hui bien minces. Et il ne fait pas de doute dans son esprit que le gouvernement Parizeau est de mauvaise foi. À son avis, les péquistes ne veulent pas vraiment en venir à une entente parce qu'ils comptent se faire du capital politique sur le dos d'Ottawa en ce début de campagne référendaire. «On a montré une grande flexibilité en offrant 25 \$ au Québec. Mais la vérité, c'est que le PQ et le Bloc québécois veulent en faire un enjeu référendaire».

Quelque 1300 militants libéraux de Brôme-Missisquoi ont exercé leur droit de vote à cette convention, qui a confirmé la candidature de Denis Paradis, un choix qui n'a surpris personne. Et qui s'est fait en présence de députés provinciaux, dont Liza Frulla, Jacques Chagnon et Pierre Paradis, le frère cadet du nouveau candidat. Au

nombre des invités figuraient également Mme Lucienne Robillard, le ministre Michel Dupuy et les députés fédéraux Martin Cauchon et Alphonse Gagliano. Ainsi que les sénateurs Marcel Prud'homme et Lise Bacon. Un grand ralliement, une manifestation de force qui a donné aux organisateurs des allures victorieuses.

En plus d'être le frère du député provincial du comté et ex-ministre de l'Environnement, Denis Paradis est un avocat en vue de la région. Il s'agit en outre de l'ancien bâtonnier du Québec. Il a facilement remporté la victoire sur ses deux adversaires, Heather Keith-Ryan et Dan Mignault, qui s'est attiré des huées par ses allusions caustiques à l'endroit du favori. Les orateurs qui sont montés au podium pour clore la réunion ont d'ailleurs jugé bon de lancer un appel à l'unité.

Candidat du Bloc québécois, l'ex-ministre péquiste des Communications, Jean-François Bertrand, n'a pas perdu de temps à donner la réplique. Aussitôt après, il a invité les journalistes à une conférence de presse, où il a notamment fait ressortir le fait que le député libéral provincial d'Orford, Robert Benoit, a annoncé son appui au candidat conservateur Guy Lever. C'est pour lui la démonstration de la division des libéraux, «face à l'attitude intransigeante, arrogante et rétrograde de Jean Chrétien».

En principe, les libéraux sont en droit d'espérer reprendre Brôme-Missisquoi, que le Bloc québécois avait acquis par la mince majorité de 1600 voix, malgré la vague. D'autant plus qu'il s'agit d'une circonscription qui compte plus de 20 % d'électeurs anglophones.

Aujourd'hui, le Parti libéral choisira son candidat dans le comté d'Ottawa-Vannier. Et mercredi prochain dans le comté de Saint-Henri-Westmount, la candidature de Lucienne Robillard sera également confirmée.

HIVER Froid à venir

SUITE DE LA PAGE 1

avec la hantise de revivre le dur hiver que nous avons eu en 94. Or, comme ça n'arrive pas, ils se disent ouï comme on est chanceux».

On est en effet loin du compte: à pareille date l'an dernier, le mercure atteignait les moins 15, alors qu'aujourd'hui, 8 janvier, il fera moins 8. A des lunes donc des moins 24 et moins 27 enregistrés en janvier 94.

Mais nous ne perdons rien pour attendre, selon M. Desrosiers.

«Car historiquement, rappelle-t-il, le Québec enregistre ses journées les plus froides vers la fin janvier, ou au cours du mois de février. Or, s'il est à peu près impossible de savoir si l'avenir nous réserve la même chose que l'an dernier, une chose est certaine: d'ici la fin-février nous connaissons une période de froid intense. Parce qu'à chaque hiver, c'est comme ça».

Il y a exactement douze mois, le Québec vivait sous un froid sibérien. Le 16 janvier, le mercure atteignait les moins 26. Résultat: Hydro-Qué-

bec distribuait à ses clients pas moins de 29 898 mégawatts, un record qui correspondait à 90 % de sa capacité disponible à ce moment-là.

La veille, le 15, la demande d'électricité était telle là encore qu'Hydro répondait à l'heure du souper à une demande de 29 679 mégawatts, 250 mégawatts de plus que le record précédant établi 9 jours plus tôt, alors que le mercure se maintenait à moins 22.

Mais à moins 4, comme ce fut le cas hier, on peut dormir tranquille. Ou en profiter. Comme l'ont fait 30 000 Montréalais qui se sont déplacés sur l'Île Notre Dame et l'Île Saint-Hélène pour participer à la journée portes ouvertes présentée par Hydro-Québec.

Accompagnés de parents et amis, les enfants s'en sont donné à cœur joie, glissant, skiant, et chaussant les patins tout au long d'un bel après-midi agrémenté par la présence d'amuseurs publics et d'une fanfare.

Des moniteurs qualifiés étaient également sur place pour expliquer aux intéressés l'ABC du biathlon,

alors qu'un peu plus loin d'autres sursurveillaient les élans des amateurs de la «glissoire des pas peureux», une impressionnante glissoire de glace pour toboggans.

Tout cela était gratuit, chacun faisant le plein d'énergie en profitant du soleil et de l'air frais. Environnement Canada prévoit une autre belle journée pour aujourd'hui, mais un refroidissement pour demain où le mercure pourrait atteindre les moins 24 en matinée avant de se stabiliser à moins 15 au cours de l'après-midi.



Advertisement for OXFAM-QUÉBEC with contact information: (514) 937-1614, 2330, rue Notre-Dame O., Bureau 200, Montréal (Qc), Canada H3J 1N4.

Advertisement for LE DEVOIR newspaper, including contact information for subscriptions and public notices.